

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Colomiers, le 15 janvier 2016

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
Subdivision environnement industriel
ENV4

Affaire suivie par : Eric LOISEL
N/Réf. : 2015/1048
n° S31C 068-2426

Téléphone : 05 61 15 37 53
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : eric.loisel@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
à Monsieur le PREFET de la HAUTE-GARONNE**

Établissement : Société AFM Recyclage, chemin de la Ménude, à Colomiers

Objet : - Déclaration de bénéfice des droits acquis pour les rubriques 27xx de la nomenclature des
installations classées

- Déclaration de rubrique principale 3xxx au titre de la directive n°2010/75/UE

Réf. : - Transmission du préfet du 04/06/2013 de la lettre de la société AFM Recyclage du 14/03/2013
relative à la déclaration de bénéfice des droits acquis pour la rubrique 2790

- Lettre de la société AFM Recyclage en date du 29/10/2013 relative à la déclaration de rubrique
principale 3xxx au titre de la directive n°2010/75/UE

- Lettre de la société AFM Recyclage du 31/07/2015 adressée à la DREAL d'actualisation de la
liste des rubriques ICPE complétée en dernier lieu par courriel du 14/01/2016

p.i. : - Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1. CONTEXTE ET OBJET DU RAPPORT

a) Déclaration d'antériorité vis-à-vis des rubriques 27xx de la nomenclature des installations classées

Le décret n°2012-384 du 20/03/2012 a modifié la rubrique n°2711 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Le classement administratif des activités de désassemblage de déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE) ne s'effectue plus selon la rubrique 2711 mais selon la rubrique 2790 relative au traitement de déchets dangereux.

Afin de mettre à jour sa situation administrative, la société AFM Recyclage a proposé au préfet par lettre du 14/03/2013, visée en référence, une liste de rubriques ICPE applicables aux activités exercées sur le site de Colomiers.

b) Déclaration de rubrique principale 3xxx au titre de la directive n°2010/75/UE

La directive n°2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « directive IED », adoptée le 24/11/2010 est entrée en vigueur le 07/01/2011. Cette directive fusionne sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, dite « directive IPPC », reprise au niveau du chapitre II de la directive 2010/75/UE.

La directive IED a été transposée en droit français principalement par l'ordonnance n°2012-7 du 05/01/2012 qui a inséré une section 8 intitulée « Installations mentionnées à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE » et le décret n°2013-374 du 02/05/2013 qui en définit les conditions d'application. De nouvelles rubriques 3xxx ont également créées par le décret n°2013-375 du 02/05/2013 afin de mieux identifier les installations visées par la directive IED.

Les établissements susceptibles d'être concernés par la directive IED ont été sollicités pour choisir la rubrique 3xxx principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles ou documents BREF associés.

2. SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

La société AFM Recyclage, dont le siège social est situé à Villenave d'Ornon (33), exploite sur les territoires des communes de Colomiers et de Plaisance-du-Touch au 27 chemin de la Ménude à Colomiers des installations classées réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 05/11/2009 complété, en dernier lieu, par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/10/2015.

Les activités exercées sur le site relèvent de la législation sur les ICPE pour les rubriques suivantes (cf. lettre préfectorale du 31/05/2012) :

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Éléments caractéristiques ou capacité autorisée	Classement
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, la surface étant supérieure ou égale à 50 m ²	Surface du site 500 m ² environ	Autorisation
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1000 m ²	Surface total du site 15000 m ²	Autorisation
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	Transit de métaux Volume maximal susceptible d'être stocké égal à 400 m ³ de stériles	Déclaration
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne	Volume maximal susceptible d'être stocké n'excédant pas 49 tonnes de batteries automobiles usagées au plomb	Autorisation
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Ligne de broyage/induction de métaux ferreux et non ferreux et de VHU : capacité 500 t/jour Presse-Cisaille : capacité 80 t/jour Traitement des DEEE : 50 t/jour	Autorisation
2560-1	Métaux et alliages (Travail mécanique des), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.	Broyeur 1120 kW, Pre-broyeur 540kW, cisaille 380 kW, presse 80 kW, grues hydroélectrique 132kW.	Autorisation
2711-1	Transit, regroupement, tri de déchets d'équipements électriques et électroniques mis au rebut, le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1000 m ³	Stockage maximal 5000m ³	Autorisation
1185-1-b	Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés. Conditionnement de fluides et mise en œuvre telle que fabrication de mousses, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visés par la rubrique 2345 et du "nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564". La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l	Stockage maximal 800 litres.	Déclaration
1418-3	Stockage ou emploi de l'acétylène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 1 tonne.	Stockage de 100 kg en bouteilles.	Déclaration

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Éléments caractéristiques ou capacité autorisée	Classement
1434-1-b	Liquides inflammables (Installation de remplissage ou de distribution) : installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence étant supérieur ou égal à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h.	1 poste gasoil et 1 poste fioul d'un débit unitaire de 5m ³ /h - débit total équivalent : 2 m ³ /h	Déclaration
2710-2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets - Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Métaux ferreux et non ferreux volume maximal : 100 m ³	Déclaration

Par courrier du 14/03/2013, l'exploitant a communiqué au préfet les informations relatives au classement de ses activités de traitement de DEEE sous la rubrique n°2790 du fait de la présence potentielle de substances dangereuses dans ces déchets telles que des piles, condensateurs, huiles d'accumulateurs. Par ce même courrier, l'exploitant a proposé une liste actualisée des rubriques ICPE applicables à ses installations de Colomiers. Après échanges avec l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis par lettre du 31/07/2015 une nouvelle liste de rubriques ICPE applicables.

Concernant l'assujettissement à la directive IED, l'exploitant a proposé, par courrier du 29/10/2013, de retenir la rubrique principale n°3532 (pour le traitement par broyage de DEEE et de carcasses de VHU) ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF WT « *Traitement des déchets* ».

Après analyse de l'ensemble des éléments transmis par l'exploitant, les installations exploitées par la société AFM Recyclage sur le site situé 27 chemin de la Ménude à Colomiers relèvent désormais des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques des activités exercées	Classement
2711.1	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).	Capacité maximale d'entreposage : 5000 m ³ Activités limitées aux DEEE de type GEM HF provenant des filières de collecte agréées (éco-organismes) et aux DEEE présents dans les déchets de métaux et les métaux collectés (cf. rubrique 2713). Exclusion : apports de tiers (particuliers, acteurs économiques,...).	Autorisation
2713.1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Surface de l'installation : 15000 m ² Exclusion : apports de tiers (particuliers, acteurs économiques,...).	Autorisation
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuse ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.	Capacité maximale d'entreposage : 49 tonnes Activité limitée aux batteries usagées collectées auprès des professionnels automobiles, collectivités, acteurs économiques,... Exclusion : apports de tiers (particuliers, acteurs économiques,...).	Autorisation
2790.1	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10 du code	Capacité maximale : 50 t/j Traitement (dépollution, cassage, criblage) des	Autorisation

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques des activités exercées	Classement
	de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10.	DEEE de type GEM HF contenant potentiellement des fluides ou des éléments (huiles, condensateurs, accumulateurs,...) contenant des substances dangereuses. Activités connexes : entreposage des déchets (condensateurs, huiles,...) issus des opérations de dépollution et de démontage des DEEE : Condensateurs : 2 m ³ - Huiles : 2 m ³	
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	Capacités maximales : Broyage de déchets métalliques (issus de VHU, DEEE) : 500 t/j Presse-cisaille de déchets métalliques : 80 t/j	Autorisation
2792.1.a	Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm.	Quantité de fluide contenant des PCB/PCT susceptible d'être présente : 2 tonnes Activité limitée à l'entreposage de radiateurs à bain d'huile en quantité inférieure ou égale à 5 tonnes.	Autorisation
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 t/j et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.	Traitement par broyage de déchets métalliques issus de DEEE, VHU : 580 t/j	Autorisation
2712.1.b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage.	Surface de l'installation : 500 m ² Activité limitée aux véhicules routiers. Activités connexes : entreposage des déchets (carburants, pneumatiques, pare-chocs, batteries usagées,...) issus des opérations de dépollution et de démontage des VHU.	Enregistrement
2710.1	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. Collecte de déchets dangereux	Capacité maximale d'entreposage < 7 tonnes Activité limitée aux batteries usagées (1 tonne) et aux DEEE apportés par des particuliers, acteurs économiques,...	Déclaration
2714.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Capacité maximale d'entreposage : 400 m ³ Activité limitée aux résidus de broyage de déchets et aux déchets (pneumatiques,...) présents dans les déchets de métaux et les métaux collectés (cf. rubrique 2713). Exclusion : entreposage des pneumatiques, pare-chocs issus des VHU.	Déclaration
4802.1.b	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).	Volume des équipements de conditionnement des fluides : 800 litres	Déclaration

Les activités suivantes, dont les caractéristiques n'atteignent pas les seuils de classement de rubriques ICPE, sont connexes aux installations classées exploitées sur le site.

Activité	Nature et éléments caractéristiques des activités exercées	Rubriques ICPE (*)
Emploi et stockage d'oxygène	Quantité stockée : 561 kg	4725
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules	Surface totale : 120 m ²	2930
Stockage de carburants pour véhicules	Gazole : 29,75 tonnes	4734.1
Stockage de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Bouteilles de propane : 262 kg	4718
Apport de déchets de métaux ferreux et non ferreux par des tiers	Capacité d'entreposage < 100 m ³	2710.2
Station service interne	Volume de gazole distribué : 240 m ³ /an	1435
Stockage d'acétylène	Bouteilles d'acétylène : 70 kg	4719

(*) Rubriques ICPE dont les seuils ne sont pas atteints.

3. PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Compte tenu des évolutions réglementaires intervenues depuis la délivrance de l'autorisation préfectorale par arrêté du 05/11/2009 et de la liste actualisée des rubriques ICPE proposée ci-dessus, les prescriptions techniques et réglementaires applicables à l'exploitation des installations doivent intégrer les évolutions suivantes :

- l'installation classée soumise à enregistrement sous la rubrique 2712.1 est réglementée par l'arrêté ministériel du 26/11/2012¹ selon les conditions définies pour les installations existantes ;
- l'installation classée soumise à autorisation sous la rubrique 2711.1 est réglementée par l'arrêté ministériel du 23/11/2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques modifié par l'arrêté du 08/10/2014 ; également, les dispositions de la circulaire ministérielle du 30/11/2012 relative à la gestion des plastiques issus des déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être prises en compte.

Les autres installations classées exploitées sur le site, ainsi que leurs activités connexes, relèvent des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05/11/2009 et des arrêtés complémentaires du 16/10/2015 et du 18/06/2014.

4. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les installations exploitées par la société AFM Recyclage au 27 chemin de la Ménude à Colomiers relèvent désormais de la législation des installations classées selon le tableau de classement actualisé ci-dessus.

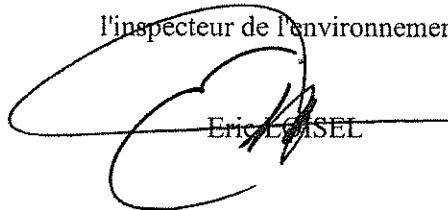
Compte tenu des évolutions de la réglementation énumérées ci-dessus relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et aux véhicules hors d'usage (VHU), l'inspection des installations classées propose au préfet d'actualiser les prescriptions techniques et réglementaires applicables par arrêté préfectoral complémentaire pris en application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, dont un projet est joint au présent rapport.

Le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant qui a formulé des observations le 15 janvier 2016, relatives à la liste des rubriques ICPE, prises en compte par l'inspection des installations classées.

¹ Arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection des installations propose de soumettre ce projet d'arrêté préfectoral à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et d'y réserver une suite favorable.

l'inspecteur de l'environnement,



Eric LASEL

Vérifié et validé le
l'inspecteur de l'environnement,



Christine DACHICOURT-COSSART

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité des procédures environnementales

N° S3IC : 68-2426

**Arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires
à la société AFM Recyclage pour l'exploitation d'un centre de tri, transit, regroupement
et de valorisation de déchets situé Z.I. En Jacca, chemin de la Ménude, sur les territoires des
communes de Colomiers et de Plaisance- du-Touch**

Le préfet de la région Languedoc-
Roussillon-Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les titres 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et IV (déchets) du livre V ;

Vu la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) dite « directive IED » ;

Vu l'ordonnance n°2012-7 du 5 janvier 2012 portant transposition du chapitre II de la directive n°2010/75/UE susvisée ;

Vu le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive n°2010/75/UE susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 8 octobre 2014 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu la circulaire du ministère de l'Ecologie du 30 novembre 2012 relative à la gestion des plastiques issus des déchets d'équipements électriques et électroniques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 autorisant la société AFM Recyclage à exploiter une plateforme de recyclage et de valorisation de produits métalliques sur les territoires des communes Colomiers et de Plaisance-du-Touch - Z.I. En Jacca, 27 chemin de la Ménude - complété par les arrêtés préfectoraux du 16 octobre 2015 et du 18 juin 2014 ;

Vu la lettre préfectorale du 31 mai 2012 actualisant la liste des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement applicables aux installations ;

Vu la lettre de la société AFM Recyclage du 14 mars 2013 à Monsieur le préfet déclarant le bénéfice des droits acquis pour la rubrique 2790 de la nomenclature des ICPE, complétée par lettre du 31 juillet 2015 ;

Vu la lettre de la société AFM Recyclage du 29 octobre 2013 à Monsieur le préfet proposant, dans le cadre de l'application de la directive IED susvisée, de retenir la rubrique n°3532 de la

nomenclature des ICPE (pour le traitement par broyage de DEEE et de carcasses de véhicules hors d'usage) comme rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF WT « *Traitement des déchets* » ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du ;

Considérant que la déclaration de bénéfice des droits acquis susvisée formulée par la société AFM Recyclage le 14 mars 2013 est recevable au sens de l'article R.513-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement et en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, de fixer les prescriptions techniques additionnelles afin d'actualiser la liste des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement applicables aux installations et de prendre en considération les textes réglementaires de portée nationale relatifs aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et aux véhicules hors d'usage (VHU) intervenus depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter susvisée ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société AFM Recyclage le ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La société AFM Recyclage, dont le siège social est situé Prairies de Courréjeau, chemin de Guiteronde à Villenave d'Ornon (33), ci-après dénommée « *l'exploitant* », se conforme aux dispositions figurant en annexe du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation du centre de transit de déchets situé sur les territoires des communes de Colomiers et de Plaisance-du-Touch à l'adresse 27 chemin de la Ménude.

1° La liste des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement figurant à l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé est abrogée et remplacée par le tableau suivant :

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques des activités exercées	Classement
2711.1	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).	Capacité maximale d'entreposage : 5000 m ³ Activités limitées aux DEEE de type GEM HF provenant des filières de collecte agréées (éco-organismes) et aux DEEE présents dans les déchets de métaux et les métaux collectés (cf. rubrique 2713). <u>Exclusion</u> : apports de tiers (particuliers, acteurs économiques,...).	Autorisation
2713.1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Surface de l'installation : 15000 m ² <u>Exclusion</u> : apports de tiers (particuliers, acteurs économiques,...).	Autorisation
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuse ou préparations dangereuses	Capacité maximale d'entreposage : 49 tonnes Activité limitée aux batteries usagées collectées	Autorisation

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques des activités exercées	Classement
	mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.	auprès des professionnels automobiles, collectivités, acteurs économiques,... <u>Exclusion</u> : apports de tiers (particuliers, acteurs économiques,...).	
2790.1	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10.	Capacité maximale : 50 t/j Traitement (dépollution, désassemblage, cassage, criblage) des DEEE de type GEM HF contenant potentiellement des fluides ou des éléments (huiles, condensateurs, accumulateurs, piles,...) contenant des substances dangereuses. <u>Activités connexes</u> : entreposage des déchets contenant des substances dangereuses (condensateurs, huiles, piles,...) issus des opérations de dépollution et de désassemblage des DEEE – Quantités maximales présentes : - piles et accumulateurs : 1 tonne - contacteurs au mercure : 20 kg - condensateurs : 2 m ³ - huiles : 2 m ³	Autorisation
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	Capacités maximales : - Broyage de déchets métalliques (issus de VHU, DEEE) : 500 t/j - Presse-cisaille de déchets métalliques : 80 t/j	Autorisation
2792.1.a	Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm.	Quantité maximale de fluide contenant des PCB/PCT présente : 2 tonnes Activité limitée à l'entreposage de radiateurs à bain d'huile.	Autorisation
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 t/j et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.	Capacité maximale : 580 t/j Traitement par broyage de déchets métalliques issus de DEEE, VHU.	Autorisation
2712.1.b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage.	Surface de l'installation : 500 m ² Activité limitée aux véhicules routiers. <u>Activités connexes</u> : entreposage des déchets (carburants, pneumatiques, pare-chocs, batteries usagées,...) issus des opérations de dépollution et de démontage des VHU.	Enregistrement
2710.1	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. Collecte de déchets dangereux	Capacité maximale d'entreposage < 7 tonnes Activité limitée aux batteries usagées (1 tonne) et aux DEEE apportés par des particuliers, acteurs économiques,...	Déclaration

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Nature et éléments caractéristiques des activités exercées	Classement
2714.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Capacité maximale d'entreposage : 400 m ³ Activité limitée aux résidus de broyage de déchets et aux déchets (pneumatiques,...) présents dans les déchets de métaux et les métaux collectés (cf. rubrique 2713). <u>Exclusion</u> : entreposage des pneumatiques, pare-chocs issus des VHU.	Déclaration
4802.1.b	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).	Volume des équipements de conditionnement des fluides : 800 litres	Déclaration

2° Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique ICPE n°3532 relative à la valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au BREF WT « *Traitement des déchets* ».

Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R.515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

3° Les activités ou équipements suivants sont connexes aux installations classées exploitées sur le site. Les prescriptions du présent arrêté, et des actes préfectoraux antérieurs, s'appliquent également à ces activités ou équipements.

Activité ou équipement connexe	Nature et éléments caractéristiques
Emploi et stockage d'oxygène	Quantité stockée : 561 kg
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules	Surface totale : 120 m ²
Stockage de carburants pour véhicules	Gazole : 29,75 tonnes
Stockage de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Bouteilles de propane : 262 kg
Apport de déchets de métaux ferreux et non ferreux par des tiers	Capacité d'entreposage < 100 m ³
Station service interne	Volume de gazole distribué : 240 m ³ /an
Stockage d'acétylène	Bouteilles d'acétylène : 70 kg

Art. 2. – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 3. – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Art. 5. – Publicité

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Colomiers et à la mairie de Plaisance-du-Touch pour y être consultée par tout intéressé.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché dans les mairies pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires de Colomiers et de Plaisance-du-Touch.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Art. 6. – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Languedoc – Roussillon – Midi – Pyrénées, le directeur départemental des territoires et les maires de Colomiers et de Plaisance-du-Touch sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AFM Recyclage.

Fait à Toulouse, le.....

Annexe

1. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

a)

L'article 4.3.5. (localisation des points de rejets) de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé est complété par les dispositions qui suivent.

« Les points de rejets dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines ou dans les sols sont interdits.

L'épandage des déchets et des effluents est interdit. »

b)

L'article 4.3.9. (valeurs limites d'émission dans le milieu naturel) de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions qui suivent :

« L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des effluents aqueux dans le milieu récepteur les valeurs limites en concentration définies ci-dessous en sortie du bassin de décantation des effluents de 1600 m³.

Ces valeurs limites sont contrôlées suivant les normes en vigueur sur effluent brut non décanté et non filtré sans dilution préalable ni mélange avec d'autres effluents.

Paramètres	Valeur limite (mg/l)
DBO ₅	30 mg/l
DCO	125 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
MES	35 mg/l
Plomb	0,5 mg/l
Chrome hexavalent	0,1 mg/l
Métaux totaux	15 mg/l
PCB	0.05 mg/l

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des eaux.

Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les réseaux publics ou le milieu naturel.

L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues au présent titre, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 5. »

c)

Le tableau figurant à l'article 9.2.3. (surveillance des rejets aqueux) de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions qui suivent.

« L'exploitant fait procéder au moins annuellement par un organisme agréé par le ministre de l'environnement au contrôle de la qualité des rejets aqueux au point de rejet et pour les paramètres mentionnés à l'article 4.3.5 du présent arrêté.

Ces contrôles sont effectués sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les résultats des contrôles prescrits au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées. »

d)

A l'article 9.3.1., 2^{ème} alinéa (transmission des résultats de surveillance des rejets), de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé, les mots « au préfet » sont remplacés par les mots « à l'inspection des installations classées ».

2. Dispositions applicables aux installations de démontage, dépollution et entreposage de véhicules hors d'usage (VHU) relevant de la rubrique n°2712

Les dispositions qui suivent complètent les dispositions du chapitre 8.1. (installation de traitement de VHU) de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé et annulent et remplacent les dispositions du chapitre 8.2. (broyage de VHU) de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé.

« Envol des poussières - Propreté de l'installation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- *les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;*
- *les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.*

Dans tous les cas, les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées et au besoin des écrans de végétation sont mis en place.

Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en oeuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des

conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Etat des stocks de produits dangereux - Etiquetage

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

Caractéristiques des sols

Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.

Tuyauteries

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Systèmes de détection et d'extinction automatiques

Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à

fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Emissions de polluants

Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable.

Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.

Déchets entrants

Les déchets acceptés sur l'installation sont les véhicules terrestres hors d'usage.

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Ils sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.

Entreposage

I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.

II. Entreposage des pneumatiques

L'entreposage des pneumatiques retirés des véhicules est réalisé conformément aux dispositions du chapitre 8.3. de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009.

III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage

Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.

L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère

pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.

Dépollution, démontage et découpage

L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.

I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :

- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;
- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;
- le verre est retiré ;
- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;
- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;
- les pneumatiques sont démontés ;
- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;
- les pots catalytiques sont retirés.

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.

II. Opérations après dépollution :

L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués.

Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.

Déchets sortants

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement.

Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.

Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles :

- la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.

Registre et traçabilité

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;

- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué. »

3. Dispositions additionnelles applicables aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

a)

Le transit, le regroupement et le tri des déchets d'équipements électriques et électroniques respectent les dispositions spécifiées au titre 1^{er} de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005 susvisé.

La gestion des plastiques issus des déchets d'équipements électriques et électroniques respecte les dispositions de la circulaire ministérielle du 30 novembre 2012 susvisée.

b) Suppression de l'activité de remise en état de DEEE

Aux articles 8.4.1., 8.4.3.6., 8.4.4.1., 8.4.4.2. et 8.4.5.2. de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé, les mots « *remise en état* » sont supprimés.

c) Capacité d'entreposage de condensateurs susceptibles de contenir des PCB/PCT

A l'article 8.4.5.2. (désassemblage des DEEE) de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé, les mots « *1000 kg* » sont remplacés par les mots « *2000 litres* ».

4. Déchets produits par l'établissement

L'article 5.1.8. (déchets produits) de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé est complété par les dispositions qui suivent.

« Les résidus de broyage (ou stériles) sont entreposés sur dalle en béton armé sous hangar dédié et couvert permettant de limiter les envols de poussières et sur une hauteur maximale de 4 mètres.

La quantité maximale de résidus entreposés sur le site est de 400 m³. »

5. Moyens d'intervention en cas d'accident

L'article 7.7.2. de l'arrêté ministériel du 5 novembre 2009 susvisé est complété par les dispositions qui suivent.

« Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »